



# Nuls en écriture, nuls en sciences, nuls en maths... Nos enfants sont-ils des cancrès ?

Par [Carlos Perez](#)

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Le Canada](#)

Mondialisation.ca, 23 janvier 2014

[investig'action](#)

Dans le cadre scolaire actuel, la santé d'un enfant n'est prise en compte qu'au seul regard de sa capacité infinie de production et plus particulièrement de sa production écrite. Le bien-être de cet enfant n'est jamais pris en compte et l'être social est entièrement occulté. Seule la ressource humaine a de l'intérêt pour notre système. L'école est menacée par la mise en place d'outils d'évaluation, de classement et de hiérarchisation internationaux de plus en plus intrusifs comme par exemple l'outil d'évaluation « Pisa » : véritable baromètre de la compétitivité des pays de l'OCDE en matière scolaire. L'École est de plus en plus soumise à une obligation de résultats et de performance depuis une vingtaine d'années comme le précise l'ouvrage récent, édité chez Debouck, « L'école a l'épreuve de la performance ».



La rentrée est l'occasion, comme depuis plusieurs années, d'une vaste offensive médiatique martelant la nullité des élèves en occident dans tous les domaines scolaires... confirmée depuis par l'OCDE et le baromètre de la compétitivité internationale PISA.

Ce genre de propos revient en boucle chaque année depuis le lancement d'une campagne très médiatique en 1983 basée sur un rapport (NATION AT RISK, la nation en danger) aux USA qui devait frapper les consciences et commotionner l'Amérique, avec l'aide des médias et des multinationales.

Ce rapport étalait les échecs du système éducatif américain, non pas pour améliorer l'éducation des enfants, mais bien pour souligner les dangers pour la compétitivité future du pays d'une telle dérive. Le ton était donné. On connaît la suite : une compétition acharnée s'ensuivit au sein de l'OCDE avec la mise en place d'une batterie de tests Pisa et de pédagogies par objectifs et compétences pour améliorer le rendement et la compétitivité entre pays, entre écoles, entre profs et entre élèves.

Le management et les évaluations multiformes visant à mesurer à la loupe le QI de nos enfants ont depuis lors été introduits dans le modèle éducatif et ceci pour augmenter un niveau considéré comme le plus bas dans l'histoire de l'éducation.

Dans pratiquement tous les pays de l'OCDE, cette tendance à vouloir transformer l'école en compétition au service de l'économie a pris de l'ampleur avec l'aide de fonctionnaires, de techniciens du monde, d'entreprises et de spécialistes du QI, tous unanimement d'accord pour nous crier haut et fort que nos enfants sont des cancrès.

Pas un jour ne passe sans que nous n'entendions la même litanie : le niveau de nos enfants est perpétuellement en baisse. Attention, le tiers monde nous rejoint. Nous sommes nuls en écriture, nuls en sciences, nuls en maths.

Bref nos bambins sont-ils bons quelque part ?

Plus personne ne le croit au sein des professionnels du QI et des spécialistes du rendement. La France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie... Chacun son tour. Toujours un refrain identique,

partout le même credo catastrophique : le niveau est en chute libre.

Pourtant jamais auparavant nos enfants n'ont été aussi préparés qu'aujourd'hui et n'ont eu autant de difficultés à trouver du travail. On leur demande toujours plus, pour leur offrir toujours moins et toujours plus précaire. Il n'y a qu'à regarder du côté de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie ou du Portugal où tous ces jeunes diplômés doivent s'expatrier.

Herve Hamont, Christian Baudelot et Roger Establet, qui ont étudié profondément cette question, pensent que ce point de vue est subjectif, ce qui induit une approche polémique du problème. C'est tout le contraire qui se produit, et il paraît peu contestable que le niveau global de connaissance de la population ait constamment augmenté depuis plusieurs décennies et que nos enfants soient plutôt victimes, comme le précise Marie Duru-Bellat, d'une dévalorisation du diplôme et du déclassement plus que d'une baisse de niveau.

Le déclassement est net dans la fonction publique, où 64 % des jeunes recrutés possèdent des diplômes supérieurs à ceux que le concours requiert normalement. Tous les jeunes sont donc touchés, tous doivent revoir à la baisse leurs espérances et leurs ambitions.

Là où le père était ouvrier sans diplôme, le fils devra avoir obtenu au moins un baccalauréat professionnel pour égaler son père, alors que leurs propres enfants, et bientôt leurs petits-enfants, devront posséder beaucoup plus de diplômes pour espérer retrouver la position de leurs aînés, comme l'a montré Louis Chauvel (*Le Destin des générations*, PUF, 1998).

Cela vaut pour les plus qualifiés comme pour les moins qualifiés, car les emplois qualifiés ayant crû beaucoup moins rapidement que les diplômés, de plus en plus de jeunes scolairement qualifiés n'accèdent pas aux emplois auxquels ils pensaient pouvoir prétendre.

**À qui sert cette campagne de dénigrement ? À quelle vision de l'école ? Au service de quelle idéologie ?**

Massacre pédagogique, pourquoi avoir peur des mots ?

Cette tendance lourde se vérifie notamment dans le cadre scolaire par le fait que jamais nos enfants n'auront été si jeunes à l'école ni aussi longtemps : trois ans de plus que leurs propres parents d'après les sociologues. Tous les temps sociaux de l'enfant sont cannibalisés par l'école et pour l'école. Bien plus que ce que l'on demande aux ouvriers. Le marché de l'après scolaire n'a jamais été aussi florissant ni les cartables aussi lourds, d'après le pédagogue et sociologue Emanuelle Davidenkof.

Les manuels scolaires persistent dans l'enflure comme s'il fallait que les élèves apprennent tout ce qu'il est possible de savoir et d'absorber, tout ce qu'il n'est pas concevable d'ignorer.

Mais tout cela n'est visiblement pas suffisant : compétition mondiale oblige, nos enfants doivent également produire plus vite et mieux. « L'école doit être rentable », nous dit Viviane Reding, commissaire européenne chargée de l'éducation. Du côté de la FEB et de l'OCDE, même son de cloche : il faut un retour sur investissement, la cadence et la production éducatives doivent augmenter chez nos ados.

Tout ce beau monde s'accorde à dire que la clé de la compétitivité internationale est l'éducation. Donc, plus de temps à perdre, nous devons rehausser le niveau de nos apprenants le plus tôt possible et le plus longtemps possible depuis la maternelle si possible et tout au long de leur vie. Gestion, management, ressource humaine, capital éducatif et compétences sont les nouveaux credos du modèle de production éducatif, le rendement et la compétition sont les clés du succès futur de l'école.

Bref, le modèle industriel est devenu la référence pour l'enseignement. Ce modèle a fait des ravages sur la santé des ouvriers (360 millions de dépressifs dans l'industrie selon l'OCDE) : il s'apprête à faire les mêmes ravages sur la santé de nos ados, les conséquences sont déjà visibles.

« Moi, quant je lis le stress au travail et que je compare avec les déclarations des enfants de primaire qui sont dans mon cabinet, je peux vous dire que c'est pareil dans les deux cas, on

parle de rythme de travail, de patronat, de pression, d'enjeu, etc.... » Gisèle Georges, pédopsychiatre

Le suicide est la deuxième cause de mortalité chez nos jeunes. Les cabinets de pédopsychiatres font le plein avec six mois d'attente pour une consultation, la psychiatrie infantile est en pleine expansion (20% des enfants ont un problème psychiatrique, le double d'il y a dix ans) et la vente de Ritalin ( médicament utilisé dans le cadre scolaire pour les enfants dits hyperactifs) a explosé, passant de 1 200 000 à 2 700 000 doses en un an (une croissance de 34 % de 2005 à 2006).

La quantité des « smart drugs » vendus a également explosé l'année dernière d'après l'agence Belga qui a diffusé l'information le 20-01-2009. Les spécialistes pointent du doigt l'utilisation déviante du méthylphénidate Ritalin surtout par les étudiants qui la consomment pour améliorer leur concentration.

Le dopage est définitivement une pratique acceptée, généralisée et banalisée en Occident dans l'enceinte scolaire. Les victimes principales sont nos ados. Dès qu'une aptitude ou une attitude, c'est-à-dire un « trouble », vient perturber le rendement et la production de l'apprenant, il se verra automatiquement prescrire un médicament « dopant » pour améliorer sa capacité de concentration, ce qui influera, pense-t-on, positivement sur sa production écrite.

Près d'un million de petits Américains en maternelle sont diagnostiqués à tort comme ayant un déficit de l'attention avec hyperactivité (TDHA) et se voient prescrire des médicaments alors qu'ils sont souvent simplement plus jeunes et plus dissipés, selon une étude.

L'auteur de l'étude affirme que ces prescriptions non justifiées représentent des dépenses de 320 millions à 500 millions de dollars par an, dont 80 à 90 millions payés par l'assurance Medicaid pour les plus démunis.

Pour contrôler ces troubles déficitaires de l'attention, le médicament le plus souvent prescrit est la Ritalin (méthylphénidate), un psycho stimulant dont les effets à long terme ne sont pas bien connus, affirme Todd Elder, auteur de l'étude et professeur d'économie à Michigan State University.

Des enquêtes au Canada et en Europe prouvent que l'école devient le moteur de la médicalisation des enfants. En Belgique, la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Laurette Onkelinx, a annoncé au Sénat qu'elle prépare un plan de lutte contre la surconsommation de Ritalin et d'autres psychotropes prescrits aux enfants souffrant de troubles de l'attention.

La ministre veut aussi dénoncer certaines pratiques consistant à encourager, via l'école, la consommation de Ritalin. Elle a souligné que la consommation importante de telles substances chez les jeunes posait question.

Nos enfants sont considérés comme de plus en plus troublés et ne s'adaptent plus suffisamment vite aux normes établies et au formatage scolaire. La pression subie par les enfants est élevée, comme le montre le taux d'abandon scolaire dans la tranche des 15-17 ans (redoublement 16% ; réorientation : 8,6 % - ce qui représente dans certaines classes près de 40% des élèves en situation d'échec - ; 25% de situation d'échec en général et 30% d'abandons scolaires des 15-17 ans).

Quand le train s'emballe, il laisse beaucoup de monde sur le quai. En d'autres termes, la seule chose qui est prise en compte aujourd'hui dans les analyses de l'école, et cela même chez les progressistes, est la question de la productivité, de la rentabilité des élèves, de leur niveau et de la médiocrité de ce niveau qu'il faut sans cesse augmenter.

Jamais la santé et le bien-être de ces enfants n'entrent en considération. In fine, dans le modèle scolaire actuel, ce qui empêche la production, ce n'est pas la surcharge de travail, mais l'individu lui-même. Il peut produire toujours plus, si l'on parvient à le formater de façon précoce et féroce, en l'obligeant insidieusement à s'adapter en permanence, pour son bien,

quitte à détruire sa santé. Dans le cadre scolaire actuel, la santé d'un enfant n'est prise en compte qu'au seul regard de sa production écrite. Production écrite qui n'est d'ailleurs plus le symbole de la formation, mais de la destruction, de la sélection, du tri, de la relégation et in fine de l'exclusion d'une partie importante de notre jeunesse.

Pour Vincent Troger, dans les alternatives économiques n°198 2001, les multiples rapports font émerger un critère dominant d'évaluation du niveau scolaire : l'orthographe.

Le nombre et la fréquence des fautes sont les symptômes les plus régulièrement invoqués pour dénoncer la baisse de niveau. L'orthographe est ainsi devenue pour les instituteurs le principal symbole de leur autorité. L'encyclopédisme des manuels scolaires vise à coller au plus près à l'évolution technique et sociétale quels qu'en soient les soubresauts et accès fébriles.

De l'école primaire à l'université, la communication écrite renforce sa prédominance sur toutes les autres formes de langages et leurs richesses respectives (verbales, corporelles, artistiques). Le formatage écrit est privilégié pour sa facilité à être quantifiable, mesurable et donc pour le confort qu'il offre à évaluer la production immatérielle, la capacité intellectuelle de chaque élève. La surcharge des programmes et les classes surpeuplées ont réduit, voire interdit aux profs toute velléité de consacrer temps et efforts pédagogiques adéquats vers les élèves plus lents. Ce manque de temps pour les interactions individuelles a fini par écarter de notre enseignement, au profit exclusif de l'écrit, toutes les autres formes d'expressions et leurs disciplines associées telles que sport, arts plastiques, expression corporelle, théâtre, musique, apprentissage manuel. Toutes trop peu à normaliser dans leur évaluation et donc bouffeuses de temps.

L'enfant s'exprime d'abord par le corps puis par le verbe et in fine par l'écrit et aujourd'hui seul l'écrit est la valeur de référence pour l'école.

L'être complexe qu'est l'enfant, c'est-à-dire l'être social, est entièrement occulté, et cela a des conséquences physiques motrices et cognitives sur nos enfants dont malheureusement nous ignorons tout. Le niveau baisse nous dit-on... Mais de quel niveau s'agit-il, et comment le mesurer avec un mètre et une feuille de papier ?

Ce qui est certain et ne souffre d'aucune contestation, c'est que le niveau de nos enfants est en parfaite adéquation avec la société dans laquelle ils vivent.

Nos bambins savent parfaitement se servir de tous les outils qui sont mis à leur disposition. Par contre, sur le plan de la santé mentale et physique tous les analyses et baromètres sont dans le rouge et leur santé laisse à désirer.

**Carlos Perez**

*Carlos Perez est le cofondateur de l'ASBL « Parents luttant contre l'échec et le décrochage scolaires » visant à améliorer le contact entre parents, professeurs et élèves et de promouvoir le bien-être des enfants dans le cadre scolaire. Il est l'auteur du livre « L'enfance sous pression. Quand l'école rend malade » aux éditions Aden*

*Facebook : l'enfance sous pression*

*Lenfance-sous-pression.be*

<https://www.facebook.com/LenfanceSousPression><https://www.facebook.com/LenfanceSousPression>

[L'enfance sous pression « Quand l'école rend malade »](#)



Source : Investig'Action

La source originale de cet article est [investig'action](#)

Copyright © [Carlos Perez](#), [investig'action](#), 2014

---

Articles Par : **[Carlos Perez](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)